



Les dessous du coup d'État militaire au Zimbabwe

Par [Gregory Elich](#)

Mondialisation.ca, 30 novembre 2017

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Histoire et Géopolitique](#), [Services de renseignements](#)

Un conflit de longue date entre factions du parti politique au pouvoir au Zimbabwe, le ZANU-PF, a éclaté la semaine dernière, prenant la forme d'un coup d'État militaire et d'une rapide prise de contrôle du gouvernement et des médias d'État. Le coup d'État a été dirigé par le commandant des Forces de défense zimbabwéennes, Constantino Chiwenga, qui est étroitement lié à l'ancien vice-président, Emmerson Mnangagwa.

Encouragé par le déclin de l'acuité mentale et de la santé physique du président Robert Mugabe, ces dernières années, M. Mnangagwa s'est efforcé de s'assurer la succession à la présidence. Mnangagwa était l'un des deux vice-présidents du Zimbabwe. De cette position, lui et ses partisans, connus sous le nom de Team Lacoste, se sont lancés dans une lutte acharnée contre des membres plus jeunes du parti qui se regroupèrent autour de la secrétaire des Affaires féminines, Grace Mugabe, épouse du président, et dont le groupe est connu sous le nom de Génération 40, ou G40.

Dès 2015, Mnangagwa a commencé à s'adresser au chef de l'opposition, Morgan Tsvangirai, pour discuter de plans de mise en place d'un gouvernement de transition quinquennal, dans lequel les deux hommes joueraient un rôle de premier plan. Le gouvernement d'unité compenserait et « réintégrerait » les anciens propriétaires de fermes de grande taille, qui en avaient été dépossédés. *Reuters* s'est procuré des centaines de documents internes de la *Central Intelligence Organization* zimbabwéenne qui révélaient ce plan. « *Les principaux aspects du plan de transition décrits dans les documents ont été corroborés par des entretiens avec des sources politiques, diplomatiques et de renseignements au Zimbabwe et en Afrique du Sud* », rapporte *Reuters*. Dans un de ces rapports, il est écrit que Mugabe craignait que Mnangagwa ne tente d'inverser la réforme agraire. ¹

Selon ces documents, de hauts responsables militaires ont rencontré Tsvangirai, beaucoup disant qu'il « *valait mieux se rallier clandestinement derrière Tsvangirai, pour le changement* ». Des responsables de la sécurité ont aussi rencontré secrètement Mnangagwa pour discuter de Mugabe. « *Ils sont tous d'accord pour considérer que Mugabe est une menace sécuritaire à cause de sa mauvaise santé* ». Sans surprise, « *quatre personnes ayant une connaissance directe des discussions de la coalition sur la reconstruction post-Mugabe* » ont indiqué que la Grande-Bretagne avait au moins une participation périphérique dans les discussions, et l'ambassadeur britannique au Zimbabwe, Catriona Laing, est connu pour préférer « *Mnangagwa comme successeur à Mugabe* » ².

De telles machinations dans les coulisses n'ont pas été bien reçues par le G40, et des accusations réciproques sont montées en volume entre le Team Lacoste et le G40, au cours

des derniers mois. Lors d'une réunion explosive du Bureau politique le 19 juillet, le ministre de l'Enseignement supérieur Jonathan Moyo a diffusé une vidéo accablante qui exposait les plans de Mnangagwa. La vidéo l'accusait de « *s'efforcer de saper systématiquement le président Robert Mugabe en s'accaparant le parti et les institutions de l'État* », et révélait que le général Chiwenga était profondément impliqué dans ces plans. Des enregistrements audio de journalistes de *Zimpapers* ont déclaré qu'ils « *travaillent à faire avancer le programme de succession du vice-président Mnangagwa et qu'ils travaillent en étroite collaboration avec le général Chiwenga* » ³.

La vidéo affirme que les alliés de Mnangagwa dans le gouvernement utilisaient leurs positions « *pour faire avancer sa tentative de succéder au Président Mugabe de manière anticonstitutionnelle et criminelle... L'objectif était de prendre le contrôle du parti. Ce plan est montré en détail dans un document sur la stratégie sécessionniste, intitulé Blue Ocean, publié en 2015* ». Citant ce document *Blue Ocean*, la vidéo affirme : « *Des positions importantes doivent être assurées dans ces institutions et le personnel doit recevoir des instructions pour accumuler des dossiers sur le groupe du G40 et tous les échelons du parti* » ⁴.

La stratégie *Blue Ocean* a cherché à utiliser ces dossiers « *pour que quiconque associé au groupe du G40 soit dans une position difficile* » ; d'autres tactiques ont consisté en attaques personnelles contre des membres du G40, à infiltrer le groupe et à semer la discorde. « *Les graines de la méfiance doivent être semées dans cette alliance avec la Première Dame, avec effet immédiat* », exhorte le document. ⁵. La campagne visant à discréditer le G40 cherchait à ouvrir la voie du pouvoir pour Mnangagwa.

Parce qu'elle réunit un ensemble impressionnant de preuves, la vidéo est convaincante, et le coup d'État militaire au nom de Mnangagwa l'a amplement confirmé.

Mnangagwa n'a pas réagi avec calme face à cette vidéo. Moyo dit qu'il a répondu à sa visualisation en faisant une déclaration choquante disant que pendant qu'il était au Mozambique, pendant la lutte de libération, les personnes qui faisaient des interventions telles que ma présentation du 19 juillet au Politburo avaient « *la tête séparée de leurs épaules* ». L'intention de la déclaration de Mnangagwa, a poursuivi Moyo, « *était de me menacer de meurtre* ». ⁶.

En réponse aux accusations de Moyo, M. Mnangagwa a remis un rapport de 85 pages au Président Mugabe en septembre. Mnangagwa y affirmait qu'il était loyal et, sans fournir de preuve, a accusé Moyo d'être un agent de la CIA qui, avec ses cohortes du G40, complotait contre Mugabe. Mnangagwa a affirmé que Moyo répandait des mensonges sur un coup d'État imminent. « *Le professeur Moyo a concocté une histoire selon laquelle son cousin, le major Nkosana Moyo, qui fait partie de la Garde présidentielle, l'avait informé d'un coup d'État planifié par l'armée pour m'installer comme nouveau chef du pays.* » ⁷ ; L'avertissement de Moyo était pourtant vrai.

Le 11 octobre, Mnangagwa a lancé une contre-attaque pendant une présentation formelle lors d'une réunion du Bureau politique. Il a répété l'accusation selon laquelle Moyo était un espion de la CIA, en prétendant que l'ambassade des États-Unis à Harare l'avait confirmé, comme si la CIA avait l'habitude d'annoncer qui sont ses espions. Mnangagwa a utilisé les documents de WikiLeaks concernant des discussions que Moyo avait eues avec des

responsables américains pendant les années où Moyo n'était pas un membre de la ZANU-PF. Un fonctionnaire ayant assisté à la réunion du Bureau politique a rapporté que Mnangagwa « a déclaré que toute l'armée était loyale et a montré deux clips vidéo du Général Chiwenga prônant allégeance aux dirigeants politiques nationaux » ⁸.

Mnangagwa a accusé Moyo « d'avoir le projet de détruire le parti, soit de l'intérieur soit de toute autre manière ». Comme preuve de cette intention, il a cité Moyo comme ayant dit : « Maintenant, si votre esprit mal instruit confond réforme et destruction, allez au diable. Ce n'est pas mon problème, et je tiens à répéter que la meilleure façon de réformer la ZANU-PF, c'est de l'intérieur. » Il est incroyable que M. Mnangagwa ait choisi une telle déclaration pour étayer son accusation contre Moyo. M. Mnangagwa a même ajouté qu'il « essayait de comprendre comment un parti aussi solide que la ZANU-PF peut, à un moment donné, être considéré comme ayant besoin d'une réforme » ⁹.

La plus grande partie du discours reprenait des citations de Moyo quand il n'était pas encore membre du parti, quand il en faisait quelques critiques, ce que Moyo n'a jamais nié. Mnangagwa soutenait que Moyo avait « trompé » la *Central Intelligence Organization* en racontant au président Mugabe que « l'armée voulait faire un coup d'État » et que Moyo « sait très bien que tout cela n'est que mensonges et manipulations ».

Le député Shadreck Mashayamombe, continue Mnangagwa, a injustement affirmé que l'armée allait procéder à un coup d'État « dans une tentative effrontée et bizarre de ternir mon nom. Que s'est-il passé depuis ? Pourquoi les gens devraient-ils croire vos déclarations de coup d'État maintenant alors que vous avez déjà menti à ce sujet auparavant ? » ¹⁰. Comme ces interrogations sonnent différemment maintenant !

Dans sa réponse, Moyo fait remarquer que Mnangagwa n'avait abordé aucune des questions qu'il avait soulevées dans son exposé précédent concernant le plan de Mnangagwa visant à renverser le gouvernement. En ce qui concerne les documents WikiLeaks, Moyo a souligné qu'il y a beaucoup plus de documents se référant à Mnangagwa qu'à lui. De plus, contrairement à Mnangagwa, Moyo n'a jamais rencontré un représentant étranger alors qu'il était au gouvernement, sans la présence de représentants du ministère des Affaires étrangères. ¹¹.

Moyo a révélé que lorsqu'il était candidat indépendant aux élections de 2005, M. Mnangagwa avait contribué à son financement et à celui d'autres candidats de l'opposition. En effet, c'est Mnangagwa qui a dirigé la création de l'éphémère *United People's Movement*. « Tout au long du processus de planification, nous avons eu plusieurs réunions pour discuter stratégies (...) mais vous n'avez pas été à la hauteur. Au lieu de cela, vous vous êtes présenté comme un 'camarade loyal' alors que c'est loin d'être le cas. » ¹².

Les preuves de la perfidie de Mnangagwa étaient trop abondantes pour être ignorées, et le 9 novembre, il a été expulsé de la ZANU-PF puis démis de ses fonctions de vice-président du Zimbabwe. Le ministre de l'Administration locale, des Travaux publics et du Logement, Saviour Kasukuwere, a soumis au Bureau politique la liste des autres membres du complot cherchant à renverser le gouvernement. ¹³.

Peu de temps après, M. Mnangagwa est apparu en Afrique du Sud pour y faire une déclaration dans laquelle il annonçait que le président Mugabe et ceux qui l'entourent

seraient chassés du parti « *dans les semaines à venir* », ajoutant que ses partisans « *ne tarderont pas à contrôler les leviers du pouvoir et qu'il reviendrait au Zimbabwe pour les diriger* » ¹⁴.

Les forces de sécurité zimbabwéennes sont entrées en état d'alerte après les menaces de Mnangagwa. Une source proche de Mnangagwa a déclaré : « *Ce n'est plus un jeu, les dés sont maintenant jetés, et je peux vous dire qu'il sera de retour comme promis. Il vient d'arriver en Chine [pour rejoindre le général Chiwenga pendant sa visite] où il y rencontrera des contacts clés.* » ¹⁵.

Le général Chiwenga a publié une déclaration condamnant les opposants à Mnangagwa et mettant en garde contre l'instabilité politique : « *Les militaires n'hésiteront pas à intervenir.* » Simon Khaya-Moyo, le président de la ZANU-PF, a répondu en disant que cette déclaration suggérait une « *conduite déraisonnable et avait pour but d'inciter à l'insurrection et à la contestation violente de l'ordre constitutionnel* » ¹⁶.

Les médias occidentaux nous informent que la cause de la situation actuelle du Zimbabwe est simple. La femme du président Mugabe nourrissait l'ambition politique d'assumer un jour la plus haute fonction publique du pays. Il n'y a rien d'autre à savoir. Laissons de côté la tentation de nous demander pourquoi les médias grand public, avec leur adoration quasi universelle de la femme de l'ancien président Bill Clinton pour ses ambitions politiques, trouvent répréhensible qu'une puissante femme noire, de même statut conjugal, ait aussi des aspirations politiques.

De son côté, Grace Mugabe a envoyé des signaux mitigés sur la succession, de sorte qu'on ne sait pas exactement ce qu'elle pensait de la question. ¹⁷. Ce qui est certain, c'est que le président Mugabe a fait une faute en n'organisant pas une transition ordonnée pour son successeur alors qu'il se trouvait dans une position politique plus forte, et cet échec a laissé la porte ouverte à des manipulateurs comme Mnangagwa et Chiwenga.

La réalité, c'est que la base politique de Grace Mugabe était trop étroite et qu'elle était trop impopulaire pour avoir la moindre chance de remporter une élection. Une grande partie du soutien qu'elle a reçu s'est évaporée avec la décrépitude du président Mugabe. Il n'est même pas certain que Grace Mugabe ait eu la moindre chance d'être nommée vice-présidente. « *C'est au prochain congrès du parti, en décembre, de choisir le vice-président* » a annoncé le président Mugabe. ¹⁸. De plus, de nombreux rapports indiquent que le président Mugabe aurait favorisé le ministre de la Défense, Sydney Sekeramayi, comme successeur. ¹⁹. Le Président Mugabe était bien conscient du manque de soutien généralisé de sa femme et du fait que sa candidature à une élection présidentielle serait un suicide politique pour la ZANU-PF, en ce sens qu'elle formerait un point de ralliement pour l'opposition. ²⁰.

Le général Chiwenga n'a pas attendu longtemps pour concrétiser sa menace de lancer un coup d'État militaire. Le gouvernement a tenté d'étouffer la rébellion avant qu'elle ne commence et a envoyé une unité de police paramilitaire à l'aéroport pour arrêter le général Chiwenga à son retour de Chine. Cependant, les services de renseignements militaires ont pris connaissance du plan et une unité de l'armée a bloqué la tentative, ce qui a permis à Chiwenga d'échapper à l'arrestation. Selon un fonctionnaire au courant de l'incident,

« *Quand Chiwenga est arrivé, une équipe de soldats vêtus d'uniformes des National Handling Services (NHS) est entrée dans l'aéroport, tandis que la police se positionnait pour le saisir. Les soldats ont agi et ont désarmé la police.* » Dans la nuit du 14 au 15 novembre, l'armée a immédiatement déclenché son coup d'État planifié de longue date, éliminant l'opposition en attaquant les policiers du Parlement et en s'emparant du camp de la police paramilitaire et de son armurerie. ²¹.

Véhicules blindés et chars ont roulé à travers Harare, prenant le contrôle des points clés. Des coups de feu ont été entendus dans toute la ville, alors que les militaires poursuivaient et arrêtaient tous les partisans de Mugabe et les membres du G40 sur lesquels ils pouvaient mettre la main, sans hésiter à recourir à la violence. Selon une source, « *la première victime de l'opération a été le chef de la sécurité de Mugabe* » Albert Ngulube. Une autre source a rapporté que des soldats ont pris « *le téléphone portable, la montre et la chaîne en or de Ngulube, puis l'ont arrêté et interrogé. Il a été sévèrement battu. Il a des plaies à la tête et aurait pu en mourir* ». ²².

Comme l'a rapporté une autre source, « *les troupes sont arrivées chez Kasukuwere et se sont dirigées vers sa résidence avant de tirer dessus pendant une dizaine de minutes (...) Les familles se sont ensuite échappées en direction de la maison de Mugabe (...) La maison de Moyo a également été prise d'assaut par des soldats* ». Lui aussi a été sévèrement battu. L'armée l'a par la suite forcé à se présenter à la télévision pour s'excuser d'avoir dénoncé la menace de coup d'État de Chiwenga. ²³.

Deux journalistes canadiens ont été faussement accusés de travailler pour la *Central Intelligence Organization*, et des soldats leur ont dit de s'allonger sur le sol. L'un des journalistes a raconté : « *Et puis ils ont commencé à nous frapper. Avec tout ce qu'ils avaient sous la main, des baguettes, des cravaches, et même des armes qu'ils possédaient. Quelqu'un a même dit : 'Hé, vous pouvez les abattre...'* » Les soldats ont aussi marché sur les journalistes et les coups ont duré de 15 à 20 minutes. ²⁴.

Lorsqu'une unité de l'armée a attaqué la maison du ministre des Finances, Ignatius Chombo, elle a abattu ses trois gardes. ²⁵. Les médias sociaux ont annoncé que 10 millions de dollars avaient été trouvés chez lui, mais les photos montrées se sont révélées être de la désinformation. Une photo a en fait été prise au Nigeria et la deuxième lors d'une descente de police au Brésil. Comme quelqu'un l'a tweeté, pour montrer la juxtaposition d'une photo du Trésor brésilien avec la même photo identifiée comme étant la maison de Chombo, « *des boîtes d'argent liquide sur la gauche ont été trouvées pour la première fois par la police dans un appartement à Salvador, au Brésil, en septembre. Hier soir, les mêmes sacs ont été retrouvés chez le ministre des Finances du Zimbabwe, par l'armée.* » ²⁶.

« *Fondamentalement, il n'y a pas de gouvernement au Zimbabwe* », a déclaré une source interne. « *Le cabinet ne s'est pas réuni ce mardi car tous les ministres, craignant pour leur vie, ont préféré rester à l'écart.* » Parmi ceux qui ont été arrêtés figurait le ministre de la province de Masvingo, Paul Chimedza, qui a échoué dans sa tentative de fuir la vague de répression qui balaie la nation. ²⁷.



Le coup d'État planifié de longue date pour installer Mnangagwa était en cours, mais il était important que les militaires présentent une façade de légalité pour apaiser l'Union africaine. Des pressions énormes ont été exercées sur le président Mugabe pour qu'il démissionne et nomme Mnangagwa au poste de vice-président. Cela permettait à Mnangagwa de prendre les rênes du pouvoir d'une manière légale. Le président Mugabe a refusé de céder à l'intimidation, qualifiant le coup d'illégal, ce qui, en fait, est le cas.

Les partisans de l'opposition prédominent dans les villes, tandis que le soutien de Mugabe est fortement concentré dans les zones rurales, où il a peu d'effet politique. Les médias occidentaux décrivent la manifestation qui a eu lieu à Harare pour célébrer le coup d'État comme exprimant la voix unie du peuple. Tous les Zimbabwéens, nous a-t-on dit, sont heureux de la tournure des événements. La manifestation représentait l'opinion de certains, mais dans quelle nation existe-t-il une vision politique monolithique ? Il est intéressant de constater que les manifestations ne représentent la « *volonté du peuple* » que lorsque la cause est au goût des élites occidentales. Cela dit, les difficultés économiques, qui ne sont pas entièrement étrangères aux sanctions occidentales, ont contribué de manière significative à l'insatisfaction politique.

Le vétéran de guerre Chris Mutsvangwa, un ardent défenseur de Mnangagwa, a révélé que l'armée avait profité de la manifestation de Harare pour pousser Mugabe à capituler. « *L'armée a passé un message au dictateur, tout à l'heure, a-t-il dit. Soit il se retire, soit ils laisseront le peuple entrer dans sa résidence pour s'emparer de lui. L'armée menace de lâcher le peuple et de laisser Mugabe se faire lyncher. Les généraux ont dit qu'ils ne tireraient pas sur le peuple pour lui. Au lieu de cela, ils abandonneront leurs postes et le livreront à son sort.* » ²⁸.

L'armée était impatiente d'installer Mnangagwa comme président, et Mugabe ne jouait pas le jeu. Le coup d'État était depuis longtemps en cours de préparation et, comme l'a révélé une personnalité influente de l'opposition, « *de nombreuses discussions ont eu lieu entre l'armée et différentes factions pour débattre de la formation d'un gouvernement de transition* ». ²⁹.

Selon un membre du *Movement for Democratic Change* (MDC), un parti d'opposition, le plan de l'armée de faire entrer l'opposition dans le gouvernement était « *une affaire conclue* » et était réputé pour recevoir « *l'accord tacite des puissances régionales* » ³⁰.

Après le coup d'État, M. Mnangagwa est retourné au Zimbabwe et a commencé à se préparer à établir un gouvernement de transition qu'il dirigerait. Il semble que l'Afrique du Sud joue son rôle dans les coulisses, comme l'a laissé entendre une source. « *Les parties ont été invitées à préparer des prises de position avant la visite de l'envoyé du (Président sud-africain Jacob) Zuma. Morgan Tsvangirai se présentera au nom de sa coalition, tandis que [le leader de l'Alliance du Peuple arc-en-ciel Joice] Mujuru se présentera au nom de sa*

coalition. » ³¹.

Dimanche, en l'absence des partisans de Robert Mugabe, la ZANU-PF a voté l'expulsion du président du parti, et a nommé à sa place Emmerson Mnangagwa. Mnangagwa et ses partisans cherchaient à se venger, et la ZANU-PF a annoncé que Grace Mugabe et les membres du G40 seraient poursuivis en justice. ³². Cela laissait encore les dirigeants du coup d'État sans les moyens d'installer « légalement » Mnangagwa au pouvoir, de sorte que l'on a donné à Mugabe un délai de 24 heures pour démissionner, sinon il serait démis de ses fonctions le mardi suivant. ³³.

Les responsables occidentaux sont impatients de voir le gouvernement de transition adopter des politiques économiques qui leur plaisent. « *C'est une transition vers une nouvelle ère pour le Zimbabwe ; c'est vraiment ce que nous espérons* » a déclaré le secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines par intérim des États-Unis, Donald Yamamoto. ³⁴. Un porte-parole de l'Union européenne a annoncé que l'UE s'est engagée à « *soutenir le Zimbabwe dans la préparation d'élections crédibles et la mise en œuvre de réformes politiques et économiques* ». ³⁵. On peut s'attendre à ce que les conseillers économiques occidentaux ne tardent pas à rendre visite au gouvernement de transition, l'exhortant à mettre en œuvre des réformes visant à libéraliser l'économie pour convenir aux investisseurs occidentaux.

Gregory Elich

Article original en anglais :



[What is Behind the Military Coup in Zimbabwe?](#), publié le 20 novembre 2017

Traduit par Wayan, relu par Cat pour [le Saker Francophone](#)

Notes

1. Joe Brock, Ed Copley, « Special Report : Behind the Scenes, Zimbabwe Politicians Plot Post-Mugabe Reforms » *Reuters*, September 15, 2017 [↵](#)
2. Joe Brock, Ed Copley, « Special Report : Behind the Scenes, Zimbabwe Politicians Plot Post-Mugabe Reforms » *Reuters*, September 15, 2017 [↵](#)
3. Owen Gagare, « ZANU PF Politburo Video Exposé » *Zimbabwe Independent*, August 11, 2017 [↵](#)
4. <https://www.youtube.com/watch?v=wTCeSOEotHc> [↵](#)
5. Obey Manayiti, « The 'Secret' War Vets Document that Rattled Under-siege Mugabe » *Zimbabwe Standard*, June 20, 2016 [↵](#)
6. Everson Mushava, « Mnangagwa Threatened to Kill Me, Says Moyo » *Zimbabwe Standard*, August 13, 2017 [↵](#)
7. Owen Gagare, « Mnangagwa Comes Out Guns Blazing at Moyo » *Zimbabwe*

- Independent*, October 6, 2017 [↵](#)
8. Wendy Muperi, « Fresh Politburo Details Emerge » *Zimbabwe Independent*, October 20, 2017 [↵](#)
 9. Speech by Emmerson Mnangagwa, « Full Report : Mnangagwa Exposes Jonathan Moyo's Ties to the CIA » *iHarare*, October 9, 2017 [↵](#)
 10. Speech by Emmerson Mnangagwa, « Full Report : Mnangagwa Exposes Jonathan Moyo's Ties to the CIA » *iHarare*, October 9, 2017 [↵](#)
 11. Wendy Muperi, « Fresh Politburo Details Emerge », *Zimbabwe Independent*, October 20, 2017 [↵](#)
 12. « Jonathan Moyo Spills the Beans on Mnangagwa » *Bulawayo 24 News*, October 15, 2017 [↵](#)
 13. « Mnangagwa Fired from ZANU-PF » *New Zimbabwe*, November 8, 2017. Farirai Machivenyika, « ZANU-PF Expels Mnangagwa » *The Herald*, November 9, 2017 [↵](#)
 14. Kitsepile Nyathi, « Mnangagwa Flees Zimbabwe, Vows to Oust Mugabe » *The Monitor*, November 8, 2017 [↵](#)
 15. « Mnangawa Threats Rattle Mugabe » *Harare 24 News*, November 10, 2017 [↵](#)
 16. « Zimbabwe ZANU-PF Unfazed by Chiwenga...Raps Him for Treasonous Statements...Reaffirms Primacy of Politics over Gun » *The Herald*, November 15, 2017 [↵](#)
 17. Farai Mutsaka, « Wife of Zimbabwe's Leader Tells Mugabe to Name Successor » *Associated Press*, July 27, 2017 [↵](#)
 18. Obey Manayiti, « Mugave 'Anoints' Chosen Successor » *Zimbabwe Standard*, June 4, 2017 [↵](#)
 19. Obey Manayiti, « Mugave 'Anoints' Chosen Successor », *Zimbabwe Standard*, June 4, 2017. Everson Mushava, « Prof Moyo Spills the Beans on Mnangagwa » *Zimbabwe Standard*, October 15, 2017. Wendy Muperi, « Succession Hopefuls Unfit to Govern » *Zimbabwe Independent*, October 27, 2017 [↵](#)
 20. Interview with Piers Pigou, « Zimbabwe : Standoff in Zimbabwe as Struggle to Succeed Mugabe Deepens » *International Crisis Group*, November 14, 2017 [↵](#)
 21. Bernard Mpfu, « Clashes Between Security Forces » *Zimbabwe Independent*, November 17, 2017. « How Army Takeover was Executed » *Zimbabwe Independent*, November 17, 2017 [↵](#)
 22. « Mugabe-Generals Crunch Meeting : the Full Story » *iHarare*, November 17, 2017. Owen Gagare, « Mugabe's Chief of Security Battered » *Zimbabwe Independent*, November 17, 2017 [↵](#)
 23. « Mugabe-Generals Crunch Meeting : the Full Story » *iHarare*, November 17, 2017. « Zanu PF Chipanga Beaten Up by the Army at Borrowdale Police Station Around 03:00 AM, I Chombo, J Moyo, P Mphoko, P Zhuwao All Assaulted and Locked Up by Army at Unknown Place » *New Zimbabwe Vision*, November 15, 2017 [↵](#)
 24. « Full Episode Transcript » *The Current program, CBC*, November 17, 2017 [↵](#)
 25. « G40 Cabinet Ministers and Other Officials Detained by Military Police » *New Zimbabwe*, November 15, 2017 [↵](#)
 26. « Zimbabwe crisis : Reality Check Debunks False Rumours and Fake Photo » *BBC News*, November 17, 2017 [↵](#)
 27. « Hide and Seek for ZANU-PF's G40 Faction » *New Zimbabwe*, November 17, 2017 [↵](#)
 28. « Robert Mugabe is Sacked by his Party and Replaced by 'The Crocodile' - but the reviled Zimbabwean dictator is still president and goes on hunger strike after vowing to die for 'what is correct' » *Mail on Sunday*, November 19, 2017 [↵](#)
 29. Jason Burke, « Zimbabwe : Mugabe and Military Talks Continue Amid Political Limbo » *The Guardian*, November 16, 2017 [↵](#)
 30. David McKenzie, Jamie Tarabay, and Angela Dewan, « Mugabe's Exit is 'a Done Deal' but Zimbabwe is Still in Limbo » *CNN*, November 16, 2017 [↵](#)

31. Dumisani Ndlela, « Transitional Govt Planned... as Mugabe is Cornered » *Financial Gazette*, November 16, 2017 [↵](#)
32. « Robert Mugabe Removed as Leader of Zimbabwe's ZANU-PF Party » *Australian Broadcasting Corporation*, November 19, 2017 [↵](#)
33. « Longtime Zimbabwe Strongman Robert Mugabe Faces Impeachment » *Associated Press*, November 19, 2017 [↵](#)
34. Warren Strobel, « U.S. Wants 'New Era' in Zimbabwe : Official » *Reuters*, November 16, 2017 [↵](#)
35. « Statement by the Spokesperson on the situation in Zimbabwe » European Union, November 15, 2017 [↵](#)

Note du Saker Francophone

On vous laisse relire les [analyses d'Andrew Korybko](#) sur cette région d'Afrique pour vous faire une idée plus précise des enjeux géopolitiques. Notre blog n'a pas de position sur les événements actuels en attendant plus d'information sur ce qui se passe au delà de la guerre de communication.

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](#)
Copyright © [Gregory Elich](#), [Mondialisation.ca](#), 2017

Articles Par : [Gregory Elich](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca